

Carl Riskin, Zhao Renwei et Li Shi eds., *China's retreat from equality. Income distribution and economic transition*. New York et Londres, M.E. Sharpe, 2001 (« Asia and the Pacific »).

Isabelle Thireau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/101>

DOI : 10.4000/etudesrurales.101

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 300-301

Référence électronique

Isabelle Thireau, « Carl Riskin, Zhao Renwei et Li Shi eds., *China's retreat from equality. Income distribution and economic transition*. New York et Londres, M.E. Sharpe, 2001 (« Asia and the Pacific »). », *Études rurales* [En ligne], 161-162 | 2002, mis en ligne le 17 juin 2003, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/101> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.101>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Carl Riskin, Zhao Renwei et Li Shi
eds., *China's retreat from equality*.
*Income distribution and economic
transition*. New York et Londres, M.E.
Sharpe, 2001 (« Asia and the
Pacific »).

Isabelle Thireau

Publié dans la collection que dirige le sinologue Mark Selden, cet ouvrage collectif regroupe quatorze contributions ayant pour ambition de décrire et d'analyser les transformations induites par les réformes économiques et politiques initiées en Chine sur le plan de la répartition des revenus. Plus précisément, il s'agit d'identifier et de mesurer les nouvelles inégalités apparues depuis que les dirigeants chinois, après une période officiellement placée sous le signe de l'égalitarisme, ont lancé le slogan : « Que certains s'enrichissent d'abord! ».

Pour ce faire, les auteurs se fondent essentiellement, outre les données issues de plusieurs enquêtes nationales, sur les réponses à un questionnaire conçu par l'Institut d'économie de l'Académie des sciences sociales de Chine qui porte sur les revenus des foyers et qui a fait l'objet à deux reprises d'une large distribution : en milieu urbain 9 009 foyers sont en effet interrogés en 1988 puis 6 931 en 1995, ces chiffres étant respectivement de 10 258 puis de 7 998 pour les régions rurales. Sont abordés dans ce questionnaire des thèmes très variés, liés à ce que les différents chercheurs ici réunis, chinois et étrangers, considèrent comme les causes des nouvelles inégalités perçues (les subventions au logement urbain ou la répartition des terres cultivées par exemple), comme leurs conséquences (la pauvreté rurale, la malnutrition), ou comme causes et conséquences (les inégalités entre hommes et femmes mais aussi les inégalités régionales). Les résultats obtenus dans le cadre de cette enquête collective sont donc présentés et discutés.

Le volume est divisé en trois parties : les tendances générales concernant l'ensemble du territoire chinois, la société urbaine et la société rurale. Sans véritablement surprendre le lecteur mais de façon beaucoup plus argumentée qu'aucune étude n'avait pu le faire à ce jour, cet ouvrage souligne l'augmentation des écarts de revenus en Chine au cours des deux dernières décennies. Ainsi, une inégalité fondamentale, caractéristique de la société maoïste celle qui oppose aux paysans les citadins pris en charge par l'État et bénéficiant d'avantages et de protections diverses, n'a cessé de croître depuis 1987 après avoir diminué au lendemain des réformes. En dépit d'une amélioration générale, le revenu moyen des foyers urbains était en 1994 presque trois fois supérieur à celui des foyers ruraux. Confortant la plupart des études récentes, plusieurs contributions illustrent les inégalités de revenus observées en milieu rural si l'on divise la Chine en trois grandes régions : la zone côtière, celle du Centre et celle de l'Ouest. En 1995, les chiffres concernant le revenu moyen par habitant étaient en effet respectivement de 3150, 1 599 et 1 292 yuans. Toutefois les citadins sont également confrontés à de nouvelles disparités. Si, en 1988, la catégorie sociale rassemblant le dixième le plus aisé de la population urbaine bénéficiait d'un revenu moyen 4,3 fois supérieur au dixième le plus pauvre, ce chiffre est passé à 5,8 en 1995. De plus, l'apparition d'une pauvreté urbaine jusqu'ici inconnue fait désormais l'objet de nombreux débats.

Ces inégalités, mais aussi celles liées au sexe et à l'ethnicité ainsi que les autres différences relevées ayant trait aux salaires régionaux et aux flux de migration considérés, sont présentées comme résultant de la combinaison de trois facteurs. D'une part, les formes particulières qu'emprunte la croissance économique actuelle en Chine : l'importance des revenus issus des activités non agricoles par rapport aux revenus agricoles en milieu rural mais aussi celle des salaires proposés dans le secteur non étatique. D'autre part, les changements institutionnels et, plus précisément, la situation particulière que suscite la coexistence d'une économie planifiée et d'une économie de marché permettant notamment à certains de s'appropriier des biens publics. Enfin, la politique économique menée, qui repose sur la conviction qu'une augmentation des inégalités est indissociable de l'efficacité, et qui, pour l'instant, n'accorde que peu d'intérêt aux mécanismes de redistribution.

Cet ouvrage apporte un éclairage utile sur une question complexe et souvent débattue parmi les sinologues qui n'ont pas beaucoup de chiffres à l'appui. Les auteurs ont le mérite d'avoir essayé de mesurer, de façon aussi fiable que possible, l'ampleur des inégalités, malgré les différents biais qui, de leur aveu, marquent le travail de collecte des données : les membres de la population migrante, par exemple, n'ont pas été directement interrogés, ce qui conduit sans doute à sous-estimer le montant de leurs revenus; les revenus non monétaires, comme l'acquisition à bas prix d'appartements par l'intermédiaire de l'unité de travail, n'ont pas été comptabilisés. Ayant distribué le même questionnaire à quelques années d'intervalle, les responsables de cette enquête sont cependant à même de souligner entre quelles catégories sociales les écarts de revenus diminuent ou, au contraire, s'élargissent.

Toutefois, on aurait aimé avoir plus de renseignements sur la méthodologie utilisée : les contributions passent ainsi de l'analyse des revenus individuels à celle des revenus par foyer sans que l'on sache comment les données ont effectivement été réunies et où éventuellement peuvent se situer des phénomènes d'agrégation ou de distorsion. Une comparaison plus systématique des écarts entre ces deux types de revenus aurait notamment été utile pour mieux apprécier les stratégies individuelles et familiales élaborées. Mais surtout, les auteurs utilisent le mot « inégalité » de façon ambiguë pour

signifier à la fois des différences de revenus et des injustices sociales, ce qui peut contribuer à rendre leur propos confus. De plus, l'approche adoptée, trop exclusivement macroéconomique et quantitative, oublieuse de l'acteur économique, interdit d'établir tout lien solide entre les chiffres proposés et la question du sentiment d'injustice éventuellement éprouvé ou de la légitimité ou illégitimité de certains des écarts constatés. Ne prenant appui ni sur des comparaisons internationales ni, à l'inverse, sur des études plus localisées intégrant faits économiques et sociologiques, les chiffres et courbes peinent donc parfois, de façon paradoxale, à nous donner à voir les inégalités sociales confortées ou suscitées par le processus des réformes.